

ARTICLES JUIN-JUILLET 2011

SOCIETE

"Je n'ai plus de smartphone, j'ai tué mon compte Facebook ... et je revis !"

Le Monde pour Le Monde.fr | 04.06.11

53 % des Français ont répondu par l'affirmative à la question : "Avez-vous eu envie de ne pas vous connecter à Internet pendant plusieurs jours ?", posée par l'Ifop fin 2010.

REUTERS/JAYANTA SHAW

Avez-vous été tenté un jour de déconnecter ? D'étouffer sous un oreiller smartphone ou iPad pour ne plus vérifier vos mails ni au coucher ni au lever ? Si cette envie vous effleure, sachez...que vous n'êtes pas seul. 53 % des Français ont répondu par l'affirmative à la question : "Avez-vous eu envie de ne pas vous connecter à Internet pendant plusieurs jours ?" posée par l'Ifop fin 2010. Un comble alors que les smartphones, qui permettent de naviguer sur Internet en tout lieu devraient équiper un Français sur deux d'ici à la fin de l'année selon la société d'études GFK.

Ce paradoxe n'est pas uniquement français. Tandis que l'équipement technologique ne cesse de se démocratiser dans le monde, l'Australienne Susan Maushart vient de publier un livre témoignage sur ses six mois sans technologie avec trois adolescents ("*The Winter of Our Disconnect*").

Dans la même veine a été organisée aux Etats-Unis, les 4 et 5 mars, le second "[national day of unplugging](#)" ("*la journée nationale où l'on se débranche*") imaginée par l'association Sabbath manifesto.

Le Monde.fr a lancé un appel à témoignages sous la formule : "*Et vous, vous faites quoi pour déconnecter ?*". Nous avons sélectionné quelques-unes des 166 réponses qui nous sont parvenues en quelques heures.

- **Mon taux de stress a rapidement diminué, par Fernand**

Comme beaucoup d'entre nous, je suis avec intérêt l'actualité technologique. Naturellement, j'ai fini par m'acheter un smartphone : grand écran, réactivité éclair, des applications incroyables et tout Internet au creux de la main. Très rapidement, je ne l'ai plus lâché. Plus de bouquins dans le métro, plus de balades rêveuses dans les rues. Toujours en train de regarder si un nouveau mail était arrivé, toujours en train de jeter un œil à la carte du coin, de vérifier quelque chose. Même dans la conversation avec les autres, on ne laisse plus de place à l'imprévu, à l'incertain, aux souvenirs. La sensation que soudain tout est plus simple, tout est à portée de main.

J'ai tenu comme ça quelques semaines, puis j'ai craqué. J'ai récupéré un vieux téléphone à clapet, sans Internet, sans applications. Les basiques : appeler et envoyer des messages. Mon taux de stress a rapidement diminué. J'ai rapidement réappris à me laisser suprendre, à me laisser porter, à me

perdre même parfois. Bref, à vivre, à faire face tout seul aux aspérités du quotidien.

Notre perception de la réalité est déjà impactée par les smartphones, qui introduisent une médiation dans le plus simple de nos gestes, la plus saine de nos joies. Difficile de retourner en arrière, mais alors, quoi ? Commencer par réaliser qu'on s'approche dangereusement, concrètement, de la servitude volontaire...

- **Se recentrer sur l'essentiel, par Claudia**

Il y a sept ans j'ai éradiqué la télé, sans état d'âme. Trop difficile de gérer ce média envahissant et chronophage. Perte d'énergie importante sans assurance au final de bien gérer. Forte de tout ce que mon foyer a gagné en perdant la télé, j'ai continué à appliquer ce principe, si on laisse un doigt dans l'engrenage, on se fait bouffer le bras. J'ai besoin d'un téléphone portable, je ne suis pas non plus contre le confort. Par contre je n'ai pas besoin qu'on m'invente sans cesse de nouveaux besoins. J'ai donc exigé que mon téléphone soit un téléphone, rien de plus.

J'ai décidé que ma fille, 11 ans, était trop jeune pour Facebook plutôt que de la surveiller en permanence. Elle le découvre sur ma page, je sélectionne ce que je lui montre, je la laisse communiquer avec ses sœurs... Elle est accroc à l'ordinateur comme beaucoup de monde, interdiction d'y toucher en semaine, je n'ai plus à gérer le temps d'utilisation et elle ne cherche plus à bâcler ses devoirs. On ne prend pas les ordinateurs en vacances, etc. Résultat notre maison est paisible. Peu de conflits, on se recentre sur l'essentiel, sur ce qui nous appartient vraiment.

- **Ne pas se connecter plutôt que d'avoir besoin de se déconnecter, par Philippe**

Je suis cadre dans une grosse entreprise située dans une petite ville de province. A titre professionnel, j'ai un téléphone portable simple, pas un smartphone, que j'éteins dès mon retour du travail. Je vis en couple avec deux enfants de 9 et 13 ans, et nous n'avons pas d'autre téléphone portable, ni iPhone ni iPad. Juste un téléphone fixe. Nous avons une connexion Internet haut débit que nous utilisons peu, en moyenne moins d'une demi heure par jour. Nous avons d'autres centres d'intérêt : sport, lecture, bricolage, jardinage qui nous permettent de ne pas se connecter plutôt que d'avoir besoin de se déconnecter. Ce n'est pas par manque de moyens mais par choix de vie. Je considère cela comme de la prévention.

- **Je sors plus, je lis plus, je m'intéresse plus à ce que je fais., par Azeleen**

Je n'ai pas d'iPhone, j'ai tué mon compte Facebook, je n'ai pas d'iPad. Je n'ai plus qu'un simple téléphone portable qui ne sert qu'à téléphoner, avec une mobicarte. Du coup je reste joignable mais comme je n'ai jamais de crédit, je ne peux ni appeler ni envoyer des SMS...

Ainsi d'une consommation de plus de 200 SMS par jours j'en suis à 2 ou 3 par mois... Résultat des courses : je sors plus, je lis plus, je m'intéresse plus à ce que je fais... Par contre, j'ai un peu de mal à décrocher du PC (fixe) quand je m'y mets... J'aime bien les jeux vidéos. Le plus dur a été de décrocher de World of Warcraft, mais j'y suis également arrivé...

Et je revis...

L'extérieur est finalement bien plus agréable que l'intérieur de mon appart', et ne pas passer ses journées scotché à un écran, avec les yeux qui coulent et les maux de tête (je suis migraineux) est vraiment agréable... Plus que la clope et je serais libéré !

- **Je ne souhaite pas être rendue en esclavage, par Marie**

Habitant à Paris, j'ai choisi que mon domicile serait un lieu privilégié de paix et de silence. Je n'ai pas la télévision et je m'en passe très bien, regardant sur Internet les programmes qui m'intéressent. Mon téléphone portable est bien souvent coupé, il suffit de le consulter régulièrement pour voir si j'ai un message. J'ai décidé que tous ces outils de communication seraient à mon service et non l'inverse. Je ne souhaite pas être rendue en esclavage. C'est en constatant la sournoise dépendance que j'avais développée face à Facebook que j'ai décidé de fermer mon compte. Ne plus pouvoir m'en passer revêtait pour moi un caractère dangereux.

J'ai mis quelques jours à m'habituer, mais après plusieurs mois, je pense vraiment avoir pris une bonne décision. La vie est précieuse, à chaque instant. Vivre longtemps m'est égal, en revanche, bien vivre m'importe !

- **Je me donne des horaires, par Mathilde**

J'ai 16 ans, et Facebook prend une grande partie de mon temps libre. En rentrant du lycée je me connecte, le week-end j'y passe beaucoup de temps et pendant les vacances ce sont des soirées entières que je consacre à Facebook. Pour réussir à me déconnecter, je me donne des horaires. Par exemple en rentrant du lycée je me donne un créneau pour mes leçons, sans ordinateur, sans portable et sans télé, puis un créneau pour Facebook. Même quand il n'y a plus rien à faire sur Facebook, on aime bien rester connecté pour être à l'affût des dernières nouvelles, attendre qu'une conversation s'engage et puis malgré nous, nous trouvons quelque chose à faire, des photos à regarder, des murs à explorer etc... Voilà pourquoi nous passons des heures devant un écran.

ARRÊTER UN OU DEUX JOURS LA CONNEXION

- **Le stress que je peux accumuler la semaine s'éteint le dimanche, par Florence**

Je suis déconnectée et absente pour tous (pas de mobile) Je ne possède pas la télévision, par contre, je choisis la plupart du temps mes programmes en différé par Internet. j'achète des journaux mais je ne m'impose aucune règle, ceux-ci peuvent être nationaux comme locaux. J'ai choisi de vivre en plein centre ville, proche de mon travail pour ne pas emprunter mon véhicule la semaine. Le stress que je peux accumuler la semaine s'éteint le dimanche et cela me permet de repartir le lundi matin, les batteries rechargées.

- **Le week-end, le téléphone reste au fond du sac, par Diane**

Je suis toujours pendue à mon téléphone, mail, SMS, Facebook, sites divers, dans les transports, sur le chemin de mon centre de formation, dans la voiture pour m'occuper quand mon ami conduit... Alors le week-end, le téléphone reste au fond du sac, oublié pour deux jours en mode vibreur. La télé ? Les infos de la semaine sont suffisamment matraquées : le peu de télé que je regarde, les collègues, la radio, les flux RSS, les réseaux sociaux... les 12 agents distributeurs de journaux gratuits que je croise le matin et les 5 du soir . Elle aussi, elle reste éteinte, ou alors allumée sur un DVD le soir, peut-être.

On redécouvre les jeux de plateaux et de cartes un peu exotiques avec des amis, on passe le temps derrière un bon repas, un livre. Mes parents ont trouvé encore plus radical : leurs vacances se passent en voilier, où le seul lien avec l'extérieur reste la radio qui égraine son bulletin météorologique "*sécurité, sécurité, sécurité, avis de tempête.... Néant!*"

- **Mon suicide Facebook fut d'abord un handicap**

Avant d'être une libération, mon suicide Facebook fut d'abord un handicap. J'avais conscience qu'une bonne partie de l'Internet social y avait déjà été absorbé, mails, photos, échanges de bons

sites, carnet d'adresse... Rester en marge impliquait d'être hors des circuits d'information, ceux des proches. Et de rater ainsi le week-end organisé par l'un, les nouvelles d'un autre.

Pourtant sans vie sociale en pixels, la force qui pousse à sortir pour cotoyer de vrais gens est plus forte en semaine. Une demi-heure à tergiverser entre 3 profils et 2 liens vidéos se solde généralement par un enracinement des doigts sur le clavier, voire sur la télécommande.

19h45...Cet échappatoire incompris ne m'a pas pour autant permis de vivre incognito. Même sans y être "tagué" mes incontrôlables apparitions sur la photo d'un proche repérée par tel autre trahissent mes fréquentations, mes allers et venues. J'ai seulement perdu l'œil sur ces informations tronquées qui me concernent. Elles me passent donc au-dessus. Ou en-dessous.

(...) Allez, déconnectez un peu et vous verrez comme tout s'apaise !

LE SPORT

- **La course à pied comme pour s'enfuir, par Gregor**

La course à pied, le running, le jogging. Comme pour s'enfuir. Ou se retrouver. Déconnecté du réseau, du www, de la toile et des lignes électriques – mais à l'écoute de mon pouls, de mon souffle. Déconnecter – pour se recharger.

Cette dictature de l'urgence, je la vis au quotidien, travaillant dans une start-up basée sur le WebMarketing. C'est important pour faire avancer le projet de ne pas avoir d'heures fixes, de pouvoir être disponible 24h/24, 7j/7. Toutefois, il est impératif pour suivre un tel rythme de se prendre quelques moments privilégiés loin de tout moyen de communication.

- **Du VTT sans aucun moyen de communication, par Quentin**

Personnellement, je sors de cette "dictature de l'urgence" en partant faire du VTT sans aucun moyen de communication. Exit l'iPhone qui sonne pour un mail ou un message, exit la publication sur Twitter ou Facebook qui force à réagir, exit le message qui presse de faire une tâche en urgence un dimanche en fin d'après midi. Rien que la nature, la forêt et parfois un animal sauvage... De quoi se ressourcer pendant une heure ou deux et faire le vide avant le retour dans le monde de la communication.

Ma seconde solution est de m'allonger sur mon lit avec de la musique et des écouteurs et profiter d'un son qui transporte l'esprit loin des soucis du quotidien. Les musiques instrumentales sont parfaites pour ce genre d'exercice. Certains vous citeront la peinture, d'autres les jeux vidéos, d'autres encore un bowling entre amis. L'idée est de vous livrer corps et âme à une activité qui vous passionne en laissant les perturbations extérieures vous passer au dessus... Cela restant le plus dur à s'imposer.

- **Filtrer les appels et pas de compte Facebook, par Christine**

Seule aux commandes de ma TPE, la déconnexion est plus difficile mentalement qu'autre chose... pour le reste ce n'est pas très compliqué, juste une question de volonté. Un seul téléphone portable mixte perso et pro sur lequel selon l'heure de la journée je filtre les appels, pas de compte Facebook (mes amis je leur parle de vive voix au téléphone ou mieux autour d'une table ou à l'occasion d'une balade dans les rues ou les chemins creux). Et surtout, deux soirs par semaine, deux heures de répétition de chorale, sans parler du temps de travail personnel, casque sur les oreilles, et des nombreux concerts. Le temps et les préoccupations s'effacent dès les premières notes et la déconnexion est totale. Et puis à l'occasion, un voyage lointain. J'étais en Californie il y a peu. Ma

journée commençait quand celle en France finissait. Quelle liberté de découvrir un ailleurs. Prendre de la distance, méditer, se connecter avec soi même.

- **Partir dans des endroits où il n'y a pas de réseau, par JJ**

Je réponds à des mails professionnels tous les jours, à peu près à toutes les heures (c'est toujours urgent :-). Pour décrocher, une seule solution : partir à des endroits où il n'y a pas de réseau. Par exemple au tour de l'Aussangate, ou autour des Anapurnas. Là, en haute montagne, pour 20 jours je suis strictement injoignable. La terre continue à tourner et, en fait, tout le monde a pu se passer de moi, ouf.

- **Quand j'éteignais ces machines, je ressentais un vide, par Mathieu**

L'avalanche de nouvelles technologies de communication m'a peu à peu égaré. J'ai pourtant fait mes études dans ce domaine. Plus les appareils se diversifiaient (iPod, netbooks, smartphones, GPS, etc.), plus je me sentais pressé entre ce désir de les découvrir, puis d'y être complètement attaché – "dépendant" diraient certains. Ce rythme effréné d'inventions plus incroyables les unes que les autres m'a peu à peu lassé. Au quotidien, j'avais parfois l'impression de passer plus de temps à des choses sans vie. Quand j'éteignais ces machines, je ressentais un vide que j'avais directement envie de combler en les rallumant, même si je ne le faisais pas toujours.

Aujourd'hui je vis tout autrement, mon rapport avec les technologies a progressivement changé, car je n'ai rien entrepris de radical. Simplement, je remplis l'espace que les technologies prenaient avec d'autres choses. Un livre, une randonnée, des conversations sans "bipbips", parfois même rien d'autre que le silence. Il m'arrive d'égarer mon téléphone, de ne pas répondre à des mails de manière trop hâtive, etc. Ça n'a rien changé à mes relations, car l'instantanéité de la réponse d'avant s'est transformée en sincérité, que le temps permet. Quand je vois dans le train le nombre de personnes qui vivent sur leur terminal, j'espère qu'ils ne ressentent pas ce vide triste que je vivais – s'ils arrivent à appuyer sur le bouton "veille".

////

NTIC

Internet n'a pas à être "civilisé"

Le Monde | 06.06.11 | 13h35 • Mis à jour le 06.06.11 | 17h46

"Au e-G8, je me sens comme un Indien ou un Africain en train de regarder les puissances coloniales s'armer pour conquérir ma terre". Ce tweet du journaliste américain Jeff Jarvis résume le clivage entre le monde de l'Internet et ceux qui cherchent à le "civiliser", au premier rang duquel figure désormais Nicolas Sarkozy. Opération de communication, l'e-G8 aura eu le mérite de souligner l'importance croissante du numérique, longtemps cantonné en France à un secrétariat d'Etat, de mettre en scène des rapports de domination et surtout de révéler le choc de conception en matière de gouvernance entre les Etats et Internet.

Commande politique financée par des industriels et orchestrée par un groupe publicitaire, l'e-G8 aura finalement traduit une conception étroite du système international. Il n'est guère parvenu à saisir les dynamiques transnationales actuellement à l'œuvre.

L'e-G8 a d'abord butté sur la question récurrente de la représentativité. Réseau décentralisé, Internet fonctionne sans contrainte hiérarchique. Etats, industriels, start-up, organisations non gouvernementales et utilisateurs, tous jouent un rôle dans sa transformation incessante. Dans la mesure où Internet leur permet de s'exprimer directement, ils éprouvent peu le besoin de s'y faire représenter indirectement. Cette disjonction explique pourquoi la désignation par les organisateurs de mandataires censés représenter Internet est perçue au mieux comme une usurpation et au pire comme un non-sens.

SURSAUT DES AUTOCRATES

Suggérer ensuite qu'Internet puisse être "civilisé" signifie qu'il ne le serait pas encore. Cela traduit une méconnaissance du phénomène à l'oeuvre. Près de 2 milliards d'individus utilisent aujourd'hui Internet à travers le monde. Selon TNS Sofres, 60 % d'entre eux y contribuent directement.

Dans les pays du G8, l'Internet n'est plus réservé à une élite ou dégagé de la vie sociale, comme l'expression "virtuel" l'a longtemps fait croire. Il est le fruit et l'expression de la majorité des citoyens. Dès lors, comment prétendre sérieusement "civiliser" ses propres citoyens ? Comment surtout, dans des systèmes démocratiques, y trouver la matière d'une vraie discussion entre les gouvernements et les peuples qui les ont élus pour les représenter ?

Comble de l'ironie, c'est à Tunis, en novembre 2005, que s'était tenu le Sommet mondial sur la société de l'information. Les présidents égyptien et tunisien, Moubarak et Ben Ali, étaient ensuite appelés à être les piliers de l'Union pour la Méditerranée (UPM), projet de civilisation lancé par M. Sarkozy en 2008. Le "printemps arabe" a illustré la réalité politique d'Internet, tout en démontrant que les tentatives de le couper étaient l'ultime sursaut des autocrates face aux manifestants. Qui incarne alors la civilisation ?

De manière plus surprenante encore, l'e-G8 s'est détourné du numérique comme facteur de puissance, en considérant que l'essentiel du débat s'inscrivait dans le cadre transatlantique. Les organisateurs de l'e-G8, s'ils veulent lui donner un prolongement, feraient bien de réfléchir à l'agenda d'un éventuel e-G20, et de se demander quels seraient ses moyens pour "civiliser" les politiques numériques de pays comme la Turquie, l'Arabie saoudite ou la Chine. Il n'est plus possible d'ignorer que l'influence relative exercée sur l'Internet par Washington et Pékin est désormais au coeur des relations sino-américaines.

En d'autres termes, les avatars de l'e-G8 doivent être en mesure d'identifier les dynamiques d'Internet, tout en comprenant les logiques des pouvoirs. Pour appréhender les rapports entre la puissance établie des Etats et la puissance montante d'Internet, c'est donc peut-être maintenant l'approche des gouvernements qu'il convient de civiliser.

Patrice Lamothe, PDG du moteur de recherche communautaire Pearltrees et Thomas Gomart, directeur du développement stratégique à l'IFRI.

////

SOCIETE

L'impermanence des choses

Le Monde | 18.06.11 | 14h07 • Mis à jour le 18.06.11 | 14h07

Tout prend fin : un amour, un mandat présidentiel ou de directeur du Fonds monétaire international, un emprisonnement, une rumeur, une chronique, une vie. Même l'éternité se consume, si l'on veut en croire Isaac Asimov, qui écrivit un somptueux roman intitulé *La Fin de l'éternité*. Alors, suivant les cas, on revit, on survit, on se libère ou on meurt. Ainsi l'isolement de Nafissatou Diallo sous protection policière se terminera. On la verra, on entendra le son de sa voix, on écouterait ce qu'elle a à dire sur elle, sur sa vie de femme peule à New York, sur ce qui lui est arrivé dans la suite 2806. On découvrirait sa version des faits, ce dont son corps se souvient, ce dont sa mémoire flétrie parviendrait à faire le récit d'une séquence de sa vie qu'elle n'aurait jamais imaginée ainsi, prenant l'avion depuis la Guinée jusqu'aux Etats-Unis, où elle ne rêvait que d'une chose : se mêler, anonyme, au melting-pot américain, y vivre sa religion, élever sa fille, trouver un travail de l'ombre que jamais aucune lumière ne parviendrait à violenter. Elle sera soutenue par son nouvel avocat, Kenneth Thompson, qui promet que *"tout l'argent, le pouvoir et l'influence de Dominique Strauss-Kahn ne changeront rien à ce qui s'est réellement passé dans la chambre du Sofitel"*.

Mohamed Bouazizi s'immole le 17 décembre 2010. Qui aurait prédit alors que Ben Ali et Hosni Moubarak seraient envoyés si vite aux poubelles de l'Histoire ? On peut présager un sort identique aux Kadhafi, Saleh, Al-Assad et Ahmadinejad. Le temps toujours est compté, même pour les dictateurs que l'on croit, lorsqu'ils exercent leur maléfique pouvoir, arrimés à vie à leur funeste entreprise. Rien ne résiste au temps, sauf les pierres et la littérature. D'elles restent des monuments de mots, des architectures raffinées, ils nous enchantent, transforment notre vie des milliers d'années après leurs métamorphoses. Il y a de cela une décennie, je suis allé un soir à l'Odéon, en compagnie d'Atiq Rahimi, assister à une représentation de *Médée*, d'Euripide (480-406 avant J.-C.). En sortant nous pleurions, lui l'Afghan, moi le Français. Nos cultures, pourtant éloignées, venaient de nous faire éprouver des sentiments identiques pour des mots écrits par un dramaturge grec, il y a 2 500 ans !

S'il y a un pays où l'impermanence des choses est autant une morale qu'un art de vivre, c'est bien le Japon. Tout là-bas y est fragile, le sol frémissant chaque jour, les pétales de cerisiers en fleur qui s'effacent à la première pluie, l'éphémère est la règle. La vie se joue au jour le jour. Discrets, les Japonais ont conservé l'art de la politesse, l'art du "moindre disant", ce qui compte, c'est leur japonitude, c'est elle qui traverse le temps, pas les personnes ni leurs oeuvres. Leurs constructions de bois ne sont pas faites pour résister aux typhons et aux tremblements de terre, ils s'effacent aux premiers soubresauts, même les buildings arrogants de beauté sont détruits régulièrement pour reconstruire là un autre building, plus subtil, en harmonie avec l'ère du moment. S'ils ont une propension pour les modes, c'est parce qu'elles se démodent, qu'elles seront remplacées par d'autres couleurs et formes plus folles, plus absolues, plus déjantées. Fukushima n'était pas dans leurs prédictions, pourtant étrangement ils ne furent que peu surpris, comme si cela était une donnée inhérente à leur pays, celui des catastrophes. *"Au moment de lâcher sa flèche, le tireur à l'arc ne pense plus ni à la cible ni à la flèche, mais à la politesse avec l'arc"*, me dit un jour Chris Marker, qui adule ce territoire et ses chats (*neko*) depuis un demi-siècle.

Sans doute aussi peut-on imaginer que le machisme prendra fin un jour. Que quantité de femmes ne seront plus des proies que l'on peut asservir à sa guise, à ses pulsions, sans que leur avis n'interfère, et qu'il faudra bien apprendre, comme chez les animaux, à organiser des parades d'approche plus ou

moins complexes, faire sa cour en somme, et sans harcèlement si l'objet des convoitises se détourne, pour (entrevoir) d'avoir avec ces femmes des relations sexuelles consenties, à défaut d'aimantes. Je sais bien que le machisme ne se résume pas à cela, mais la convoitise sexuelle chez les hommes est parfois si prégnante, voire insolente et violente, qu'elle en est l'exemple le plus détestable.

Récemment j'ai vu, lors d'une émission télévisée, un homme, général à la retraite de l'armée suisse, Henri Monod, qui vint dire avec des mots simples et inattendus comment il s'était fait castrer chimiquement dans un premier temps, puis physiquement in fine, en se faisant enlever les testicules. A présent, il se dit serein de ne plus éprouver cette libido torrentielle qui le faisait s'arrêter sur une autoroute pour se masturber, ou quitter discrètement une réunion d'état-major et se rendre aux toilettes afin d'extirper sa pulsion. L'homme était solide et, se connaissant, il n'avait jamais reçu une femme dans son bureau sans au préalable avoir laissé la porte ouverte afin de ne pas succomber au surplus de testostérone qui tétanisait son esprit de phantasmes. Tous les hommes *addict* au sexe n'ont pas ces préventions et cette vertu, comme Henri Monod, d'aller jusqu'à l'ablation de la partie de son corps qui fut sa tyrannie pendant une trentaine d'années.

J'en reviens tout naturellement à Dominique Strauss-Kahn. Qu'en sera-t-il de "l'homme à femmes", comme le décrivent poliment ses amis, lorsque les projecteurs se seront éteints et que, prison ou pas, il se retrouvera parmi les hommes et les femmes de ce monde ? L'impermanence des choses aura-t-elle fait son oeuvre sur un homme que l'histoire vient de meurtrir, non par hasard, mais parce qu'il était bien celui-là et pas un autre ?

Romancier, auteur et compositeur, il a reçu le Prix Médicis pour "La Dérive des sentiments", et le Grand Prix Chanson de l'Académie française pour l'ensemble de son oeuvre discographique. Vient de paraître : "La Compagnie des femmes", chez Stock.

Yves Simon

////

INTERNATIONAL

Absurde démondialisation

Le Monde | 29.06.11 |

Une récente étude a confirmé une fois de plus l'exceptionnelle impopularité auprès de l'opinion publique française de l'ouverture des marchés. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'appel à relever les droits de douane se trouve massivement plébiscité par l'opinion. Il n'est pas non plus étonnant que le thème provocateur de la démondialisation prenne comme un feu de brousse. Cette thèse va bien au-delà des thèses de la régulation de la mondialisation, puisqu'elle envisage une forme de déconnexion par rapport à l'économie mondiale au travers de la réduction des échanges commerciaux et l'autocentrage économique.

Pour vivre heureux, vivons cachés ! Comment expliquer une telle méfiance de l'opinion vis-à-vis de l'ouverture des marchés ? Pourquoi, néanmoins, la démondialisation est-elle une idée absurde qui n'a de surcroît aucune chance de voir le jour ? Comment, néanmoins, répondre politiquement aux problèmes sociaux que pose l'intensification de la globalisation.

Il faut tout d'abord admettre que la défiance vis-à-vis du libre-échange n'est absolument pas spécifiquement française. Il y a un an, une étude américaine rappelait que 70 % des Américains

considéraient que les accords de libre-échange signés par les Etats-Unis avaient été dommageables à l'emploi et que 60 % de ces mêmes Américains étaient favorables à des restrictions commerciales.

En réalité, aujourd'hui, dans la plupart des pays occidentaux, la préférence pour le libre-échange est extrêmement faible, contrastant avec sa singulière expansion dans les pays en développement, pour qui commerce et développement ne sont que les deux faces d'une même réalité. Comment donc expliquer cette défiance ? Trois facteurs jouent. Le premier résulte du fait que les avantages indiscutables de la libéralisation des échanges sont lents et diffus, tandis que ses coûts sont immédiats et visibles.

Personne ne s'extasie de la baisse des prix des produits de consommation courante qui découlent pourtant de la mondialisation. En revanche, tout le monde est spontanément porté à incriminer la mondialisation lorsqu'une usine ferme ses portes au prétexte qu'elle ne peut plus supporter la concurrence étrangère.

La seconde raison tient au fait que l'ouverture des marchés n'est pas socialement neutre. Elle crée des gagnants et des perdants. Les gagnants, ce sont évidemment les consommateurs, c'est-à-dire nous tous, ainsi que les personnes qualifiées travaillant sur des créneaux spécialisés, tandis que les perdants sont souvent les travailleurs non qualifiés des secteurs à faible valeur ajoutée faisant appel à une forte main-d'oeuvre substituable.

Or autant il est facile d'accepter l'idée que les pays développés doivent abandonner les créneaux à faible valeur ajoutée pour se concentrer sur les créneaux à forte valeur ajoutée, autant il est difficile d'organiser cette transition. On peut penser à la reconversion et à la requalification. Mais, pour les personnes peu qualifiées et âgées, une telle démarche paraît souvent très difficile, ce qui explique d'ailleurs pourquoi la plupart des programmes de compensation existant aux Etats-Unis depuis 1962 ou en Europe depuis le milieu des années 2000 n'ont pas produit de résultats très convaincants.

La troisième explication à cette méfiance réside dans le fait que, au sein même des gagnants, la répartition des gains de la mondialisation demeure très inégale. Les multinationales en profitent plus que les petites entreprises et les actionnaires bien davantage que les salariés. Mais pourquoi, en dépit de tous ces éléments, la libéralisation des échanges s'intensifie-t-elle ? D'abord, parce que, plus le commerce mondial se développe, plus la croissance mondiale s'intensifie. Ce fait historique est attesté et personne ne le conteste.

Mais il y a une autre explication, encore plus concrète. La réalité du commerce mondial est en effet très éloignée de l'idée que l'on s'en fait. Tout le monde s'imagine que le commerce s'effectue entre des Etats, alors qu'en réalité il s'effectue d'abord et avant tout entre des entreprises et leurs filiales. Il n'y a pratiquement plus de produits fabriqués dans un pays et achetés dans un autre.

Lorsqu'on dit par exemple que la Chine exporte pour 2 milliards de dollars (1,39 milliard d'euros) d'iPhone vers les Etats-Unis et que ses exportations accroissent le déficit américain, il faut savoir que, sur ces 2 milliards, 4 % seulement reviennent aux Chinois, alors que 96 % de la valeur ajoutée du produit va dans des pays aussi différents que l'Allemagne, le Japon, la Corée et bien entendu les Etats-Unis. Le produit est exporté de Chine, mais, en réalité, il est fabriqué à travers le monde ! Ce qui signifie bien évidemment que la notion de déficit commercial devient aujourd'hui difficile à cerner, compte tenu de la dispersion planétaire de la chaîne de valeur.

Cette réalité a deux conséquences. La première est qu'elle rend de plus en plus difficiles, voire quasi impossibles, des mesures de protection dans un secteur, car, en protégeant un secteur, on en pénalise forcément un autre. Prenons un exemple : lorsque les Américains ont voulu pénaliser les importations d'acier européen pour protéger leur sidérurgie malade, ils ont immédiatement

provoqué la colère des industriels de l'automobile, qui ont vu le prix de l'acier augmenter et brandi la menace de licenciement dans ce secteur. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, quand des députés appellent à acheter Airbus plutôt que Boeing, ils croient qu'Airbus est intégralement fabriqué en Europe et Boeing intégralement fabriqué en Amérique.

Mais, en réalité, 50 % de la valeur ajoutée d'Airbus et de Boeing proviennent de sous-traitants qui se situent à travers le monde. Ce qui veut dire que beaucoup de sous-traitants français profitent de la fabrication de Boeing, tandis que beaucoup de sous-traitants américains profitent de la fabrication d'Airbus ! En achetant plus d'Airbus, on ne protège pas nécessairement plus l'emploi européen. Ce seul exemple démontre l'absurdité de la thèse de la démondialisation, car elle s'appuie sur un schéma commercial qui prévalait au XX^e siècle, mais plus au XXI^e siècle. Est-ce à dire pour autant qu'il n'y a rien à faire ? Certainement pas.

Il y a aujourd'hui deux grands sujets de régulation importants. La régulation financière et la régulation environnementale. Sur la régulation financière, les progrès sont ambigus et limités, malgré l'ampleur de la crise financière. A travers l'affaire grecque, on voit d'ailleurs que certains Etats, dont la France, continuent à vouloir protéger les banques, ce qui montre à quel point nous continuons à vivre dans une économie où les gains financiers sont privatisés, mais où les pertes sont socialisées. Nous payons pour les fautes des banques. L'autre grande question concerne la prise en compte de la protection de l'environnement dans les échanges commerciaux. Pour avancer sur cette voie, la taxation aux frontières est parfaitement contre-productive, car elle est très difficile à mettre en oeuvre et peut conduire très facilement à des mesures de rétorsion.

En revanche, la mise en place d'une taxe carbone s'appliquant indifféremment aux produits nationaux et aux produits importés a l'avantage de pénaliser ceux qui ne font pas d'efforts en matière d'environnement sans pour autant créer de discrimination entre nationaux et étrangers. La démondialisation, c'est la thèse de la préférence nationale appliquée à l'économie. Elle est économiquement inefficace et politiquement effrayante.

Zaki Laïdi, directeur de recherche à Sciences Po (Centre d'études européenne

////

EDUCATION

Pour une suppression raisonnée du baccalauréat

LEMONDE.FR | 29.06.11 |

Ces affaires de fuites au baccalauréat 2011 semblent offrir, enfin, une fenêtre de tir acceptable pour une remise en question des modalités actuelles de délivrance des diplômes de fin d'études.

La fuite relative au sujet de mathématiques en série S, particulièrement mal traitée dans ses conséquences par Luc Chatel peut servir de (bon) prétexte. Incidemment, l'exercice "fuité" est un bon exercice de calcul élémentaire des probabilités, convenablement sélectif. Je pense que, inspecteur pédagogique régional encore en fonction, j'aurais cherché, indépendamment des consignes du ministère, à faire discrètement mais efficacement passer à l'ensemble des correcteurs de mon académie la consigne de le corriger tout à fait normalement et – devant l'éventuelle volonté ministérielle de le sortir du barème – d'en répartir les points sur les trois autres exercices.

Façon jésuite, assurément, mais exigée par les circonstances, de ne pas, en apparence, se dérober au vœu ministériel tout en respectant l'effort des candidats. Le risque du coup de pouce injuste à d'éventuels bénéficiaires d'un délit d'initié me semble infime et de toute façon, puisqu'il n'y a pas là concours, mais examen, sans aucune conséquence dommageable pour les autres. Je soupçonne d'ailleurs que cette pratique est déjà à l'œuvre... Mais revenons à la question globale.

Il serait temps de pousser à son terme l'idée évoquée ici ou là – et en toute modestie comme en toute inefficacité jusqu'ici, par moi depuis assez longtemps – d'un remodelage des évaluations en termes de contrôle continu et d'unités capitalisables. Tant au niveau de l'enseignement obligatoire, qui correspond de fait aujourd'hui à la fin du collège, avec le brevet du même nom, qu'au niveau du lycée avec le(s) baccalauréat(s), il faut envisager le découpage de l'ensemble des connaissances et compétences enseignées, toutes disciplines confondues mais discipline par discipline, en unités modulaires assimilables en une vingtaine d'heures d'enseignement, chacun de ces modules donnant lieu à évaluation pour inscription au livret personnel de compétences et d'acquis de l'élève.

Des banques nationales d'épreuves, pour chaque module en nombre suffisant (pour éviter l'efficacité du bachotage) et régulièrement renouvelées, doivent permettre aux enseignants des différentes spécialités de soumettre les élèves en fin de module à des tests fiables. Pour rassurer les inquiets, on pourra prévoir un découplage "élève évalué – enseignant qui l'a formé" au moment des tests.

Ces modules doivent être enseignés à de petits groupes d'élèves aux acquis semblables et de niveau homogène, sans critère d'âge. Au long de la scolarité, la progression modulaire ne doit s'adosser discipline par discipline qu'aux connaissances et compétences acquises et chacun doit pouvoir les acquérir à sa vitesse.

En fin de cycle (enseignement obligatoire/lycée), une commission d'évaluation, au vu du livret personnel de compétences et d'acquis de l'élève lui délivrera son diplôme de fin d'études assorti d'une mention complémentaire valant jugement global sur le profil manifesté. Brevet des collèges, baccalauréat(s) ... sont évidemment, de ce fait, supprimés.

Un tel système évacue la notion de redoublement d'une classe. Les modules peuvent être recommencés en tant que de besoin (ou la discipline abandonnée, sous certaines conditions d'acquis minima). Un même élève en fin de cycle peut avoir accumulé force unités de valeur en histoire et naviguer encore en mathématiques dans les eaux du minimum impératif à acquérir en vue de sa socialisation avant la sortie, minimum que d'autres, de plusieurs années ses cadets, auront déjà en poche.

Un tel système, s'il est convenablement expliqué et si le découpage modulaire des disciplines est clairement et exhaustivement formalisé et mis à la disposition des intervenants du post-scolaire (employeurs, université, classes préparatoires) permet à tout recruteur potentiel d'une compétence formée de définir en termes d'unités de valeurs à acquérir, les profils qui l'intéressent. Ceux-ci étant portés à la connaissance des élèves en cours de formation leur permettent d'orienter leurs efforts tout au long de leur scolarité en fonction des buts professionnels ou de prolongement d'études qu'ils souhaitent et voudront viser.

Les perspectives ici ouvertes ne peuvent pas couvrir tous les objectifs d'un système éducatif soucieux de l'avenir d'une classe d'âge à la fois au plus grand bénéfice des individus qui la composent et de la société dans laquelle, sortis du système, ils devront s'intégrer pour y jouer tout leur rôle. Les perspectives ouvertes répondent au vœu d'une formation au plus près de l'excellence de chacun. Reste l'exigence d'un fonds commun partagé qui agrège, outre des compétences disciplinaires, des compétences relationnelles, l'ouverture des esprits, l'aptitude à communiquer

dans le dialogue et au sein de groupes, une forme collective de compréhension du monde et de ses problèmes, etc.

Il faudra donc dégager dans le temps scolaire, parallèlement au processus individualisant ci-dessus décrit, un autre temps de formation, cette fois par groupes respectant les classes d'âge, confiés par exemple à des binômes équilibrés de professeurs polyvalents référents, pour des activités mettant en commun les compétences de chacun en vue de la formation optimale de tous, valeurs et pratiques comportementales en tête.

Tout ceci – on peut développer, bien sûr – qui suppose une profonde réforme du système éducatif, du recrutement et de la formation des enseignants, du management et du fonctionnement des établissements et de leurs équipes pédagogiques, est parfaitement à portée de main. Ne manque que l'essentiel, la prise de conscience, la lucidité et la volonté politiques.

Mais enfin, effets positifs et effets pervers des technologies en pleine expansion liés, qui sait si nous ne sommes pas à l'heure salutaire des premiers doutes ?

////

NUCLEAIRE

Fukushima : la Criirad dénonce des "carences graves" dans la gestion

LEMONDE.FR avec AFP | 29.06.11 | 19h18 • Mis à jour le 29.06.11 | 19h54

La Criirad (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité) a dénoncé, mercredi, à Lyon, au retour d'une mission sur place "*les carences graves*" des autorités japonaises dans la gestion de la catastrophe nucléaire de Fukushima le 11 mars.

"Comment la gestion peut-elle être aussi déplorable, vingt-cinq ans après Tchernobyl ?" s'est interrogé lors d'une conférence de presse Bruno Chareyron, ingénieur en physique nucléaire et membre de la Commission, qui a mené une campagne de mesures et de prélèvements au Japon courant mai.

D'après lui, "*la population n'a pas été évacuée sur un périmètre suffisant*", il n'a pas été distribué de pastilles d'iode rapidement "*alors qu'il faut les ingérer trois heures avant l'exposition*" et aucun plan de distribution n'existe à ce jour en cas de nouveaux rejets massifs, enfin, on laisse les habitants consommer des aliments contaminés, a-t-il assuré.

"ON FAIT AU JAPON CE QU'ON A FAIT À TCHERNOBYL"

"Bien au-delà de la zone interdite de 20 km autour de la centrale, il y a des doses de radioactivité qui induisent des risques de cancer inacceptables", a-t-il poursuivi, et "*on tolère sur place un taux de risque de cancer vingt fois supérieur à celui communément admis*".

"On constate sur le terrain que les autorités comme les industriels sont dépassés", a renchéri le scientifique. Selon lui, il faudrait "*évacuer ou décontaminer les terrains*" sur un périmètre de plusieurs dizaines de kilomètres autour de la centrale.

Roland Desbordes, président de l'organisation, s'inquiète lui "qu'on relève les taux" des radiations admissibles après chaque accident : "Pour des raisons économiques, on fait au Japon ce qu'on a fait à Tchernobyl, on n'évacue pas" des populations "qui vivent dans des zones très contaminées" car leur indemnisation coûterait trop cher.

////

ENVIRONNEMENT

2010, deuxième année la plus chaude depuis la fin du XIXe

LEMONDE.FR avec AFP | 29.06.11 | 08h31 • Mis à jour le 29.06.11 | 10h20

Cette hausse des températures s'explique par des phénomènes météorologiques saisonniers, comme El Nino, mais aussi par une tendance à un changement global qui se poursuit.REUTERS/EDUARD KORNIYENKO

2010 a été la deuxième année la plus chaude depuis la fin du XIX^e siècle, indique, mardi 28 juin, un rapport de l'Agence nationale des océans et de l'atmosphère américaine ([NOAA](#)), qui vient confirmer le réchauffement de la planète.

La température terrestre moyenne a été, en 2010, d'environ 0,62 °C plus élevée que la moyenne des températures du XX^e siècle. L'année 2010 se situe ainsi juste derrière 2005, considérée comme la plus chaude depuis que les températures ont commencé à être relevées, en 1880.

"De multiples indicateurs conduisent à la même conclusion : depuis la plus haute couche de l'atmosphère jusqu'au fond des océans (...), le monde continue à se réchauffer", souligne la NOAA.

VERS UN CHANGEMENT CLIMATIQUE DU GLOBE

Plusieurs phénomènes météorologiques saisonniers bien connus comme El Niño, courant côtier chaud au large du Pérou et de l'Equateur, ont une influence significative sur le climat tout au long de l'année, notent les auteurs. Mais une analyse approfondie des indicateurs révèle la poursuite d'une tendance, depuis plus de cinquante ans, à un changement climatique du globe, ajoutent-ils.

Ce rapport annuel réalisé en coordination avec la Société américaine de météorologie (AMS) est une compilation d'observations et de mesures faites par 368 scientifiques dans 45 pays.

Il fournit des données détaillées, mises à jour annuellement, d'indicateurs climatiques mondiaux, d'événements météorologiques majeurs et d'autres informations relatives au climat en provenance de tous les continents.

L'étude montre ainsi que les températures annuelles moyennes dans l'Arctique ont continué à monter environ deux fois plus vite que dans les latitudes plus basses. La calotte glaciaire du Groenland a, quant à elle, fondu l'an dernier à un rythme qui a été le troisième plus rapide depuis 1958. En 2010, la fonte des glaces du Groenland a été environ 8 % plus forte que lors du précédent record en 2007.

////

INDUSTRIE

Enfin l'ère postnucléaire, par Ulrich Beck

Le Monde | 09.07.11 | 13h59

Ce qui suit présente certaines des recommandations d'experts ayant servi de base à la politique d'Angela Merkel, qui prévoit la mise en place d'alternatives au nucléaire d'ici à 2021. L'Allemagne pourrait montrer qu'une sortie de l'énergie nucléaire est une opportunité de créer une économie de pointe. *"Vous, les Allemands, vous êtes tout seuls"*, dit le militant écologiste américain Stewart Brand, à propos des plans de sortie de l'énergie atomique ébauchés par l'Allemagne. Et il ajoute : *"L'Allemagne agit de manière irresponsable. Pour des raisons économiques, et compte tenu de la menace que font peser les gaz à effet de serre, nous ne pouvons pas renoncer à l'énergie nucléaire."*

*"J'avais des doutes, mais Fukushima m'a convaincu de la valeur de l'énergie nucléaire, renchérit l'éditorialiste du journal britannique *The Guardian*, George Monbiot. L'accident n'a fait à ce jour aucun mort, et ce bien que les réacteurs nucléaires aient subi au Japon le test le plus rigoureux que l'on puisse imaginer : l'un des pires tremblements de terre jamais survenus, et le tsunami qu'il a déclenché. Voilà pourquoi j'aime l'énergie nucléaire."*

Ce serait toutefois commettre une lourde erreur que de supposer qu'en faisant le choix politique du tournant énergétique l'Allemagne rompt avec le concept européen de la modernité et se tourne vers les racines obscures et forestières supposées de l'histoire intellectuelle allemande.

Ce qui est en train de prendre le pouvoir, ce n'est pas cette légendaire irrationalité allemande, mais la foi dans la capacité d'apprentissage et dans la créativité de la modernité face aux risques qu'elle a elle-même engendrés.

Pour étayer leur verdict, les partisans de l'énergie nucléaire font appel à une notion du risque imperméable à l'expérience et comparent de manière irréfléchie l'ère de la première industrialisation à l'ère nucléaire. La rationalité du risque part du principe que la pire des hypothèses peut devenir réalité et que les précautions que nous devons prendre doivent être choisies dans cette perspective. Lorsque la charpente d'une maison brûle, les pompiers arrivent, l'assurance rembourse, on prodigue les soins médicaux nécessaires, etc.

Appliqué aux risques de l'énergie nucléaire, ce schéma impliquerait que, même dans le pire des cas, notre uranium n'irradierait que quelques heures, et non des milliers d'années, et qu'il ne serait pas nécessaire d'évacuer la population d'une grande ville voisine. C'est bien entendu absurde. Continuer, après Tchernobyl et Fukushima, à affirmer que les centrales nucléaires françaises, britanniques, américaines, chinoises, etc., sont sûres, c'est refuser de voir que, d'un point de vue empirique, c'est la conclusion inverse qui s'impose : s'il y a une certitude, c'est celle du prochain accident nucléaire majeur.

Affirmer qu'il ne peut pas y avoir de risque zéro dans les grandes installations techniques de production d'énergie (ce qui est exact) et en tirer la conclusion que les risques courus dans le cadre d'une utilisation propre du charbon, de la biomasse, de l'énergie hydraulique, du vent et du soleil, ainsi que de l'énergie nucléaire, sont certes différents, mais comparables, c'est nier le fait que nous savons ce qui se produit lorsqu'un cœur nucléaire entre en fusion.

Nous savons combien de temps persiste le rayonnement radioactif, quelles lésions le césium et l'iode infligent aux hommes et à l'environnement, et combien de générations auront à souffrir si jamais le pire arrivait. Et nous savons que les énergies alternatives ou renouvelables ne font courir aucun de ces risques dont les conséquences ne s'arrêtent à aucune limite temporelle, géographique ou sociale. Prendre comme aune du risque le nombre de décès relevés, comme le fait M. Monbiot, revient à masquer cette réalité.

Et la question de l'assurance ? Etrangement, dans l'empire de l'économie de marché, l'énergie nucléaire a été la première industrie socialiste d'Etat, au moins pour ce qui concerne le coût à payer pour les erreurs. Les profits vont dans des poches privées, mais les risques sont socialisés, c'est-à-dire assumés par les générations futures et les contribuables. Si les entreprises de l'énergie nucléaire étaient contraintes de contracter une assurance spécifique à l'atome, la fable de l'électricité nucléaire à bon marché ne serait plus qu'un souvenir.

Appliquée à l'énergie nucléaire au début du XXI^e siècle, la notion de risque que l'on pouvait utiliser au XIX^e siècle est une catégorie morte-vivante qui nous rend aveugles à la réalité dans laquelle nous vivons. Ce qui est irrationnel, ce n'est pas de sortir de l'énergie nucléaire, mais de continuer à la défendre après Fukushima : cette attitude se fonde sur une notion périmée du risque, qui refuse de tirer les leçons de l'expérience historique.

Aucune autre nation industrielle n'a connu une ascension aussi rapide que l'Allemagne. Alors, ce tournant n'est-il pas le fruit d'un mouvement de panique injustifié ? A la longue, l'énergie nucléaire deviendra plus chère, l'énergie renouvelable meilleur marché. Mais l'essentiel est que celui qui continuera à laisser toutes les options ouvertes n'investira pas. Dans ce cas, l'Allemagne ne réussira pas à négocier le virage énergétique. En d'autres termes : l'angoisse qui anime les Allemands n'est pas dépourvue de ruse.

Ils flairent les opportunités économiques qui s'attachent aux marchés liés à l'avenir. En Allemagne, le tournant énergétique se résume à un mot en quatre lettres : "jobs". Un cynique dirait : laissez donc les autres continuer à ne pas avoir peur - cela leur vaudra une stagnation économique et des erreurs d'investissements. Les partisans de l'énergie nucléaire se barrent eux-mêmes le chemin des marchés du futur parce qu'ils n'investissent pas dans la voie alternative que constituent les matériaux économisant l'énergie et les énergies renouvelables.

La situation au début du XXI^e siècle est comparable à d'autres ruptures historiques dans l'approvisionnement énergétique. Que l'on s'imagine ce qui se serait passé si les hommes, voici deux siècles et demi, au début de la première révolution industrielle, avaient envoyé au diable ceux qui leur conseillaient d'investir dans le charbon et l'acier, les machines à vapeur, les métiers à tisser et, plus tard, les chemins de fer. Ou bien, il y a cinquante ans, s'ils avaient rejeté en parlant d'"angoisse américaine" l'idée que les Américains puissent investir dans les microprocesseurs, les ordinateurs, Internet.

Nous sommes face à un moment historique du même ordre. Celui qui exploitera ne serait-ce qu'une partie du désert pour y produire de l'énergie solaire pourrait couvrir les besoins énergétiques de toute la civilisation. Nul ne peut être propriétaire de la lumière du soleil, nul ne peut le privatiser ou le nationaliser. Chacun peut exploiter cette source d'énergie pour son propre compte et en profiter. Quelques-uns des pays les plus pauvres du monde disposent de cette "richesse solaire".

L'énergie solaire est démocratique. L'énergie nucléaire est par nature antidémocratique. Celui qui tire son énergie d'une centrale nucléaire se fait couper le courant s'il ne paie pas sa facture. Cela ne peut pas arriver à celui dont l'énergie provient de capteurs solaires installés sur sa maison. L'énergie solaire rend les gens indépendants.

Bien entendu, ce potentiel de liberté qui s'attache à l'énergie solaire remet en question le monopole de l'énergie nucléaire. Pourquoi les Américains, les Britanniques et les Français, eux qui accordent une telle valeur à la liberté, sont-ils incapables de voir quelles conséquences émancipatrices pourrait avoir le tournant énergétique ?

On proclame partout la fin de la politique, et on la déplore. Paradoxalement, la perception culturelle du risque peut provoquer l'effet contraire, c'est-à-dire la fin de la fin de la politique. Pour le comprendre, on peut revenir à la vision qu'exposait le philosophe américain John Dewey, dès 1927, dans *Le Public et ses problèmes* (Gallimard, 2010). Selon lui, une opinion publique internationale et assez forte pour créer une communauté ne naît pas de décisions politiques, mais des conséquences de décisions qui posent des problèmes vitaux à la perception culturelle des citoyens.

Un risque perçu impose ainsi la communication entre des personnes qui, sans cela, pourraient ne rien avoir à faire les unes avec les autres. Il impose des obligations et des frais à ceux qui cherchent à le faire disparaître. Ce que beaucoup croient devoir dénoncer comme une hyperréaction hystérique au "risque" de l'énergie nucléaire est au contraire une démarche vitale offrant l'opportunité d'un virage énergétique allant de pair avec un virage démocratique.

Les stratégies d'action qu'autorise le potentiel de catastrophe lié à l'énergie nucléaire, perçu sous l'angle de la civilisation, mettent à bas l'ordre qu'a produit l'alliance néolibérale entre le capital et l'Etat. Face à la catastrophe nucléaire, les Etats et les mouvements de la société civile acquièrent de nouveaux pouvoirs, dès lors qu'ils font apparaître de nouvelles sources de légitimité. L'industrie nucléaire perd les siens dès lors que les conséquences de décisions liées aux investissements ont mis la vie de tous en péril. A l'inverse, une coalition d'un nouveau genre entre les mouvements de la société civile et l'Etat, telle que nous pouvons l'observer en Allemagne, constitue sa chance historique.

Du point de vue politique aussi, ce changement de trajectoire a un sens. Seul un gouvernement conservateur et proche des milieux économiques peut négocier un tel virage énergétique, dès lors que les plus bruyants adversaires de cette mutation sont issus de ses propres rangs. Celui qui critique la décision allemande de sortir de l'économie nucléaire pourrait être victime de l'erreur de la chenille, qui, sortant de la chrysalide, en déplore la disparition, sans se douter encore qu'elle deviendra le papillon des énergies renouvelables.

Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni

Ulrich Beck

Sociologue et philosophe

Né en 1944, à Stolp, aujourd'hui Slupsk en Pologne, il est l'auteur notamment de "La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité" (Aubier) et, avec Edgar Grande, de "Pour un empire européen" (Flammarion, 2007). Il a été nommé membre du comité spécial d'experts par la chancelière Angela Merkel, à la suite du désastre de Fukushima.

Ulrich Beck